



**ASSOCIATION
DES FORESTIERS
TROPICAUX ET
D'AFRIQUE DU NORD**

Lettre d'informations forestières AFT

du 15 septembre 2024

À vos agendas :

Conférences, colloques, séminaires.. :

- ♦ **4 au 8 novembre 2024** : 8ème Semaine Forestière Méditerranéenne à Barcelone ;
<https://mediterraneanforestweek.org/fr/>
- ♦ **7 au 8 novembre 2024** : International Hardwood Conférence à Vienne (conférence sur les bois feuillus 2024)
- ♦ **11 au 19 novembre 2024** : COP 29 à Bakou en Azerbaïdjan
- ♦ **5 décembre 2024** : Journée mondiale des sols . la thématique FAO de cette journée sera consacrée aux données et informations sur les sols

Webinaires :

- ♦ **18 septembre 2024** : Conférence (en anglais) sur la restauration des zones humides en Ouganda.
Lien : <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/restaurer-les-zones-humides-en-ouganda-une-approche-integree-pour-des-solutions-durables>

Informations internationales

La FAO consacre son rapport 2024 de la situation des forêts du monde sur "les innovations dans le secteur forestier pour un avenir plus durable"

À retenir de ce rapport :

Les projections indiquent une forte augmentation de la demande de bois d'ici à 2050 .

Près de trois quarts de la population mondiale utilisent des produits forestiers autres que le bois d'œuvre. La production mondiale de bois atteint un niveau record de 4 milliards de m³ environ par an. D'après les estimations, 2,04 milliards de m³ de bois rond ont été prélevés en 2022, soit un volume analogue à celui de 2021. Environ 1,97 milliards de m³ ont été abattus en 2022 pour produire des combustibles ligneux, soit tout juste moins de la moitié (49,4 %) du volume total de bois produit en Afrique, cette proportion a été bien supérieure, à savoir 90 %.

Près de 6 milliards de personnes utilisent des produits forestiers autres que le bois d'œuvre, dont 2,77 milliards d'utilisateurs ruraux dans les pays du Sud

Entre 2000 et 2022, les noix et le caoutchouc naturel ont connu la plus forte croissance de production (165 % et 113 % respectivement) ; le miel, la viande de gibier et la cire d'abeille ont enregistré des augmentations moindres. On constate une sensibilisation accrue des consommateurs aux avantages pour la santé qui procurent la consommation de produits forestiers comestibles tels que les noix et le miel, ainsi qu'un intérêt croissant pour les ingrédients naturels prélevés de manière écologiquement viable. Les nouvelles technologies ont également contribué à l'augmentation du volume de production. Le miel naturel et la cire d'abeille comprennent à la fois des produits forestiers et des produits agricoles.

Il est nécessaire d'innover davantage dans le secteur forestier ,

compte tenu de l'intensification des facteurs de stress associés sont soumis aux forêts Trois impératifs guideront cette innovation :

1. l'intensification des facteurs de stress, notamment du changement climatique, qui nécessitera de nouvelles méthodes de gestion des forêts et des terres ;
2. le passage à une bioéconomie dans laquelle le bois sera un entrant majeur ;
3. les possibilités qui pourraient offrir le vaste éventail de produits forestiers non ligneux à des milliards de petits exploitants.

Cinq types d'innovation renforcent le potentiel offert par les forêts et les arbres face aux défis mondiaux : innovations technologiques, sociales, financières, institutionnelles et de politiques publiques.

La combinaison de ces 5 types d'innovation peut libérer un grand potentiel de changement.

Quatre facteurs font obstacle au renforcement de l'innovation dans le secteur forestier :

- 1) l'absence de culture de l'innovation;
- 2) le risque;
- 3) les limites potentielles associées à différentes formes de capital;
- 4) des politiques et une réglementation peu favorables.

Cinq mesures de soutien à intensifier une innovation responsable et inclusive – et essentielle – dans le secteur forestier :

1. la sensibilisation;
2. le renforcement des compétences, des capacités et des connaissances en matière d'innovation;
3. l'encouragement des partenariats porteurs de transformation ;
4. l'augmentation des financements destinés à l'innovation et à l'accès universel à ceux-ci;
5. la mise en place d'un environnement politique et réglementaire incitatif.

Le rapport présente par ailleurs 18 études de cas (dont celui de la Grande Muraille Verte) où sont analysées pour illustrer les différentes voies par lesquelles l'innovation du secteur forestier peut amorcer un changement positif.

Lien vers le rapport complet ou le résumé de ce rapport :

<https://openknowledge.fao.org/items/fae1c2c1-5c99-4532-b808-2d20ab71e8aa>

Le réchauffement climatique engendré par l'humanité a augmenté

à "un rythme sans précédent"

Source : Le Nouvel Obs avec AFP,
Publié le 5 juin 2024

Le réchauffement climatique provoqué par les activités humaines a atteint un « rythme sans précédent » et la fenêtre pour limiter à 1,5 °C la hausse des températures est déjà presque fermée, mette en garde des dizaines de chercheurs renommés dans une étude parue ce mercredi 5 juin 2024.

« Le réchauffement causé par l'homme a augmenté à un rythme sans précédent dans les mesures instrumentales, atteignant 0,26 °C en 2014-2023 », indiquent ces scientifiques.

Ce constat, publié dans la revue *Earth System Science Data*, est le fruit du travail de près d'une soixantaine de chercheurs de renom qui s'appuient sur les méthodes du GIEC, les experts climat mandatés par l'ONU.

L'intérêt de l'étude est de fournir des indicateurs actualisés à partir du rapport de ces derniers, sans attendre le prochain cycle dans plusieurs années.

Par rapport à l'ère pré-industrielle, ce réchauffement d'origine humaine a atteint 1,19 °C sur cette décennie, ce qui témoigne d'une nette augmentation par rapport aux chiffres du dernier rapport publié il y a un an (+1,14 °C sur 2013-2022).

Le dérèglement climatique accentué par *El Niño*

Pour la seule année 2023, le réchauffement attribuable à l'activité humaine a atteint 1,31 °C. Le

réchauffement total observé a lui touché 1,43 °C car la variabilité naturelle du climat a également joué, à commencer par le phénomène *El Niño*.

Les scientifiques entendent fournir des données à jour chaque année, pour nourrir les négociations des COP et le débat politique, alors que la décennie actuelle est jugée décisive pour sauver les objectifs de l'accord de Paris de 2015, qui ambitionne de contenir le réchauffement bien en dessous de 2 °C et si possible à 1,5 °C.

Cette publication intervient au moment où des représentants du monde entier sont réunis à Bonn pour faire avancer les négociations climatiques avant la COP29 prévue à Bakou en fin d'année (11 au 22 novembre).

53 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ par an

Le réchauffement est le fruit des émissions de gaz à effet de serre – causées majoritairement par l'utilisation massive des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) – qui se situent à des niveaux records : quelque 53 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ par an sur 2013-2022. Elles étaient de 55 milliards pour la seule année 2022.

Un autre effet a également joué, soulignent les scientifiques : un moindre refroidissement occasionné par les particules polluantes dans l'air, qui réfléchissent le soleil et permettent la formation de certains nuages.

« *La raison principale est la dépollution de l'air, d'abord en Europe et aux États-Unis, et plus récemment en Asie, particulièrement en Chine* », a expliqué à l'AFP Glen Peters, du Centre pour la Recherche climatique internationale d'Oslo.

Certains chercheurs mettent en avant le rôle d'une récente réglementation plus stricte pour le transport maritime. Mais la réduction des émissions de dioxyde de soufre, notamment dans le secteur du charbon, a débuté dès les années 1980, souligne Glen Peters.

« C'est une décennie critique »

Le budget carbone résiduel – la marge de manœuvre, exprimée en quantité totale de CO₂ qui pourrait encore être émise tout en gardant 50 % de chance de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C – est en train de fondre.

Ce « budget » n'est plus que de l'ordre de 200 milliards de tonnes, l'équivalent de quelque cinq années d'émissions au rythme actuel, contre encore 250 milliards dans la dernière édition de l'étude il y a un an.

« *C'est une décennie critique* », écrivent les auteurs. « *On pourrait s'attendre à ce qu'un réchauffement mondial de 1,5 °C soit atteint ou dépassé dans les dix prochaines années* », en l'absence d'un refroidissement causé par une importante éruption volcanique.

« *Mais c'est aussi la décennie où on pourrait s'attendre à ce que les émissions mondiales atteignent leur pic et commencent à décliner substantiellement* », soulignent-ils.

« Un peu d'optimisme »

Malgré les niveaux records atteints, le rythme d'augmentation des émissions de CO₂ a en effet ralenti cette décennie comparé aux années 2000. Le rapport contient « *un peu d'optimisme* », juge ainsi Piers Forster, de l'université de Leeds (Angleterre), auteur principal de l'étude.

« *Les émissions de gaz à effet de serre augmentent moins vite qu'en 2000, mais elles augmentent toujours* », donc leurs « *concentrations continuent à augmenter et le réchauffement aussi* », explique à l'AFP Pierre Friedlingstein, de l'université d'Exeter. « *Il faut qu'elles descendent à zéro émission nette* », a-t-il souligné.

Lien vers l'article :

<https://www.nouvelobs.com/ecologie/20240605.OBS89305/le-rechauffement-climatique-engendre-par-l-humanite-a-un-rythme-sans-precedent.html>

Briser le cycle du risque : aborder la résilience et la dette pour une nouvelle architecture financière mondiale

Source : E3G

Écrit par [Ronan Palmer](#) , [Dileimy Orozco](#) , Ines Benomar, Carolina Cecilio, [Lucy Hayes](#) , [Oliver Smith](#)
03 juil. 2024

Le monde est confronté à des crises climatiques et de la dette interdépendantes, chacune pouvant aggraver l'autre : les effets du changement climatique portent atteinte aux actifs économiques, ce qui oblige les citoyens, les entreprises et les États à investir pour les remplacer. **Le fardeau de la dette excessive rend les économies moins résilientes et limite la capacité budgétaire nécessaire pour remplacer les actifs perdus, ainsi que l'investissement dans des solutions résilientes et respectueuses du climat pour l'avenir.**

La question de la dette et du climat est abordée dans cette étude sous l'angle de la résilience. Plus un pays est résilient, plus il est en mesure de faire face aux crises telles que la dette et le climat.

Dans cet article, nous décrivons la nature critique de la résilience, notamment à la lumière du changement climatique ; nous examinons l'évolution de la crise de la dette et ce qui rend la situation actuelle particulièrement difficile ; et nous explorons pourquoi l'action est si controversée sur le plan politique et géopolitique.

Dans ce contexte, nous esquissons quelques pistes possibles pour résoudre ces problèmes.

Principales conclusions du rapport :

La résilience, ou la capacité à rebondir, est essentielle au succès des économies et des sociétés.

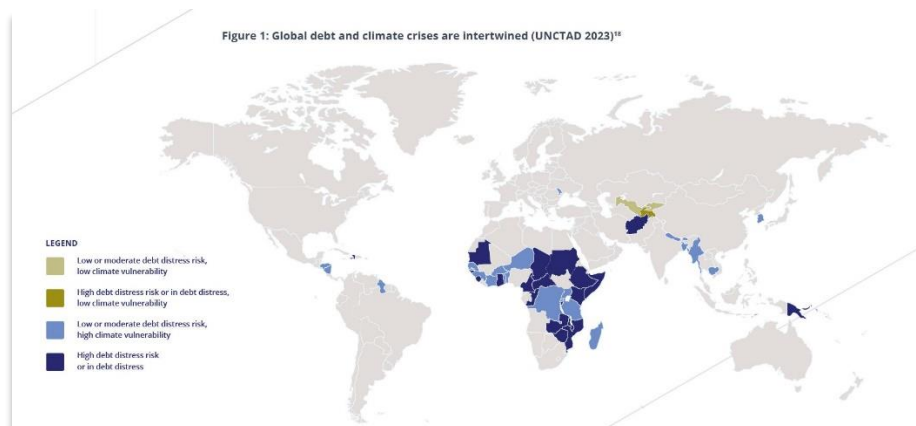
Les niveaux d'endettement sont en hausse partout dans le monde, avec une pression particulière sur les pays à faible revenu (PFR).

La résilience climatique et la restructuration de la dette sont désormais des enjeux géopolitiques.

Des feuilles de route claires et des plans de transition indiquant à encadrer les rôles et les actions des pays débiteurs, de leurs donateurs et de leurs crédits pour sortir des crises actuelles.

Lien vers le rapport E3G :

<https://www.e3g.org/publications/breaking-the-cycle-of-risk/>



L'aquaculture dans le monde dépasse pour la 1^{ère} fois la pêche

Source : AgriMutuel

Publié le 8 juin 2024

La production aquacole de production a dépassé la production halieutique pour la première fois en 2022, avec 51 % du total mondial, selon un rapport de l'agence des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) publié vendredi au Costa Rica lors d'une conférence sur la conservation des océans.

La pisciculture, la conchyliculture et l'algoculture représentent « 51 % du total mondial » et « fournissent 57 % des produits animaux aquatiques utilisés pour la consommation humaine dans le monde », selon ce rapport sur la « *situation mondiale des pêches et de l'aquacole* ».

« *Alors que la production des pêches de capture est pratiquement conservée depuis des décennies, l'aquaculture a augmenté de 6,6 % depuis 2020* », note le directeur général de la FAO Qu Dongyu dans ce rapport publié au Costa Rica.

Des experts internationaux ont participé dans la capitale San José à la rencontre « *Immersed in change* » en préparation de la Conférence des Nations unies pour l'océan (UNOC 3), co-organisée par la France et le Costa Rica en juin 2025 à Nice .

La rencontre constitue un « espace d'échange de bonnes pratiques et d'expériences réussies sur les questions liées à la santé des océans », selon le ministre des Affaires étrangères du Costa Rica, Arnoldo André.

Les participants discuteront des questions de gouvernance, de réchauffement climatique, de la pêche et de la biodiversité marine afin d'aider à la prise de décision lors de la conférence de Nice l'année prochaine.

Le rapport de la FAO révèle que le commerce mondial des animaux aquatiques a atteint un niveau record en 2022, avec 195 milliards de dollars, soit en hausse de 19 % par rapport à 2019, avant la pandémie, souligne la FAO.

Au moins 230 pays et territoires participent à ce commerce international, dont la Chine occupe la première place en termes d'exportations (12 %), suivie de la Norvège (8 %) et du Vietnam (6 %). Ces trois pays représentent ensemble le quart des exportations.

Sécurité alimentaire

L'Union européenne est la principale destination de cette production, mais au niveau des pays, ce sont les États-Unis qui sont en tête avec 17 % de la demande, suivis par la Chine (12 %).

La FAO souligne que 89 % de la production mondiale d'animaux aquatiques est destinée à la consommation humaine. Au cours des 60 dernières années, la consommation d'animaux aquatiques est passée de 9,1 à 20,7 kg par personne.

« *Les systèmes aquatiques sont de plus en plus reconnus comme vitaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle* », note le directeur général de la FAO.

Quinze pour cent de l'approvisionnement mondial en protéines animales proviennent d'animaux aquatiques, et cette proportion atteint plus de 50 % dans certains pays d'Afrique et d'Asie.

Avec des prévisions de croissance de la population mondiale estimées à 8,5 milliards de personnes d'ici 2030, « fournir une alimentation, une nutrition et des moyens de subsistance suffisants » nécessite des « investissements significatifs », estime Qu Dongyu, illustré l'importance de l'aquaculture à cet égard.

Les stocks de poissons « biologiquement durables » continuent à diminuer, à 62,3 % en 2021. La FAO propose ainsi trois objectifs :

- une croissance durable de l'aquaculture pour répondre à la demande croissante,
- une gestion efficace des pêches pour des stocks de poissons sains,
- et garantir la durabilité de toutes les étapes de la production des produits aquatiques.

L'agence onusienne estime que la production d'animaux aquatiques augmentera de 10 % d'ici 2032, principalement en raison de l'expansion de l'aquaculture et de la reconstitution des stocks de pêche. Plus de 90 % seront destinés à la consommation humaine, soit 21,3 kg par personne.

Les Essentielles pour la sécurité alimentaire, la pêche et l'aquaculture ont aussi une importance économique déterminante. Le secteur emploie quelque 61,8 millions de personnes dans le monde, selon l'agence onusienne.



Premiers retours sur la 1ère Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (CIAR) de Brazzaville - République du Congo
Source : ATIBT



Extraits de l'article mis en ligne par l'ATIBT :

La 1ère Conférence Internationale sur l'Afforestation et le Reboisement (CIAR1) s'est tenue avec succès à Brazzaville, entre le 2 et le 5 juillet 2024. Elle a rassemblé des experts mondiaux, des décideurs politiques et des représentants de l'industrie pour discuter des défis et des opportunités liés à l'afforestation et au reboisement...

Cette première conférence CIAR est une initiative issue de la COP 27 dans le cadre de la Décennie Africaine et Mondiale de l'Afforestation et du Reboisement (DAMAR) ...

Surface et production : des besoins urgents.

La conférence a permis de souligner que sur les 4 milliards d'hectares de forêts mondiales, seulement 260 millions d'hectares sont des plantations, avec 150 millions d'hectares gérés de manière intensive.

Entre 2015 et 2020, le monde a subi une déforestation nette de 5 millions d'hectares par an (compte tenu des 5 millions d'ha environ plantés annuellement dans le monde), avec une perte particulièrement marquée en Afrique, atteignant 3,9 millions d'hectares annuellement.

Malgré une demande croissante, il y a une tendance à la restriction de la production des forêts naturelles, ce qui rend impératif et urgent le développement de nouvelles plantations...

Un marché du bois en expansion.

La croissance démographique et économique, ainsi que la décarbonation des économies, stimulent fortement la demande de bois rond et de bois-énergie, avec une augmentation prévue de 40 % et 30 % respectivement d'ici 2050. Les nouveaux usages du bois, notamment dans la construction, la chimie et la bioénergie, se développent rapidement. Le marché des crédits carbone, essentiel pour la politique de neutralité carbone des entreprises, connaît une croissance exponentielle, passant de 2 milliards de dollars en 2021 aux projections comprises entre 25 et 250 milliards de dollars d'ici 2030 selon différentes perspectives.

Financement et investissements.

Les besoins financiers pour soutenir les efforts de boisement et de reboisement sont énormes, évalués entre 200 et 300 milliards de dollars pour 40 millions d'hectares. Les institutions internationales, les agences de développement régionales et les banques commerciales se mobilisent pour créer des mécanismes de financement innovants. Le secteur privé est également fortement engagé, avec de grandes entreprises et des fonds d'investissement finançant déjà de grands projets de puits de carbone naturels en Afrique...

Perspectives et recommandations : l'Afrique en tête.

L'Afrique centrale se positionne comme un leader dans le déploiement des programmes de boisement et de reboisement, avec un objectif de quadruplement des surfaces boisées au cours des dix prochaines années. La stratégie mondiale de boisement et de reboisement arrive à un moment crucial, alignée avec les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique, la décarbonation des économies et le développement des secteurs basés sur le bois et sur l'agroforesterie.

Plusieurs ministres ont présenté les engagements de leurs pays, entre autres l'Angola, le Burundi, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Gabon, la République Centrafricaine, le Niger, le Tchad, le Rwanda, le Ghana, la Côte d'Ivoire.

Ils ont insisté, entre autres, sur :

- ♦ Un cadre réglementaire incitatif,
- ♦ La mise en place des mécanismes de financement régional conjoint,
- ♦ L'importance de la recherche scientifique pour appuyer les initiatives de reboisement.

Paul Bertaux, du bureau d'études FRMi, a synthétisé les recommandations faites par les experts.

Ainsi, les 7 recommandations de la conférence ont été les suivantes :

1- Renforcer la coopération internationale : Encourager une collaboration accrue entre les nations et les initiatives pour partager les meilleures pratiques et les technologies.

2 - Mettre en œuvre des politiques et des cadres réglementaires : Élaborer des politiques régionales et nationales favorisant les boisements et reboisements, y compris des incitations fiscales et des cadres réglementaires robustes.

3 - Soutenir le financement durable et innovant : Mobiliser des financements à grande échelle, y compris la finance carbone, les partenariats public-privé (PPP), les paiements pour services environnementaux et tout autre financement vert.

4 - Intégrer les communautés locales et populations autochtones : Inclure les communautés locales et populations autochtones dans les projets de reboisement, en leur accordant les

ressources nécessaires et les meilleures techniques de plantation.

5 - Promouvoir les solutions basées sur la nature : Encourager les plantations forestières, agroforestières et autres solutions naturelles et abordables comme alternatives à la production de biens et services, de bois-énergie et de bois d'industrie.

6 - Suivre et évaluer les progrès : Mettre en place des systèmes rigoureux nationaux, régionaux et globaux pour suivre les.

7 - Instaurer une distinction honorifique "DAMAR" : Créer une distinction honorifique pour gratifier un pays, une organisation ou une personnalité ayant œuvré de manière significative dans le cadre de l'afforestation, du reboisement et de la lutte contre la déforestation.

Article intégral disponible sur :

<https://www.atibt.org/fr/news/13520/1ere-conference-internationale-sur-lafforestation-et-le-reboisement-ci-ar1-a-brazzaville-entre-le-2-et-le-5-juillet-2024>

[Vous pouvez également consulter un autre article consacré au CIAR1 sur la page](#)

A qui appartiennent les données climatiques ?

Source : La Conservation

2 articles écrits par :

[Jérémy Lavarenne \(CIRAD\)](#) et [Asse Mbengue \(IRD\)](#)

[Jeanne Riaux, Benjamin Sultan et Youssoupha Tall \(IRD\)](#)

Deux articles rapportés dans The Conversation racontent les difficultés que doivent souvent surmonter les chercheurs pour collecter la matière première de leur travail : les données.

En la matière, voici plusieurs défis auxquels doit faire face le continent africain à l'heure du changement climatique.

Le premier concerne les données météorologiques au Sahel . Elles n'ont jamais été aussi importantes pour les populations confrontées à des aléas climatiques de plus en plus fréquents. Des innovations permettent de produire des données plus nombreuses et plus précises. Cela pourrait être une bonne nouvelle, si ces dernières ne devenaient pas de moins en moins accessibles du fait d'une privatisation grandiose de la donnée, mais aussi de problèmes sécuritaires et diplomatiques.

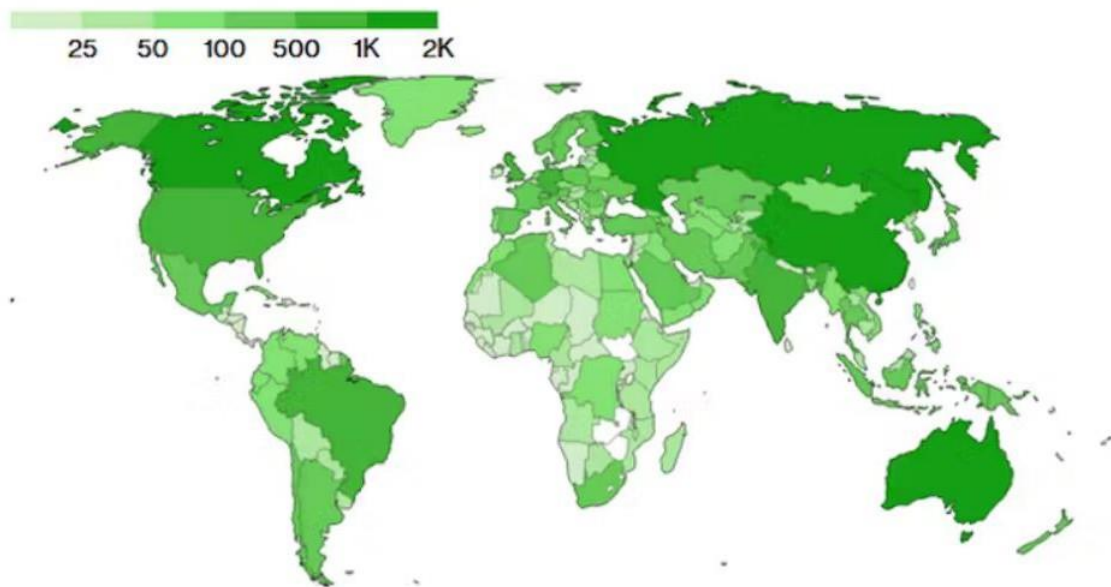
Autre difficulté, qui se pose notamment au Sénégal, celle du peu de confiance des populations locales envers les données météorologiques parfois peu précises . Dès lors certains préfèrent se fier aux retours d'expérience locales et aux devins. Mais serait-il possible de concilier ces deux types de savoirs ?

Liens vers le 1er article :

<https://theconversation.com/le-paradoxe-des-donnees-climatiques-en-afrique-de-louest-plus-que-jamais-urgentes-mais-de-moins-en-moins-accessibles-235222>

Weather Data Gap

Africa is the world's most data-sparse continent



Source: WMO, Weather Graphics

Note: Shows only WMO weather stations for distinct locations

Effondrement du Sahara vert : des scientifiques parviennent à anticiper les points de basculement climatiques

Source : Nastasia Michaels, *GEO Magazine* ,
20 juin 2024

Il y a 6 000 ans environ, le Sahara humide et verdoyant s'est désertifié. Un changement brutal, et pourtant provoqué par des modifications très progressives de l'orbite terrestre. Deux scientifiques allemands se sont servis de cet événement pour valider leur méthode permettant selon eux de détecter les "signaux précoces" associés aux points de basculement climatiques.

" La disparition de la calotte glaciaire du Groenland et de celle de l'Antarctique, la fonte du pergélisol, la mort des récifs coralliens tropicaux... Sur 23 "points de basculement" identifiés à travers la planète, cinq sont à la limite d'être franchis, et trois autres le seront bientôt si les températures continuent d'augmenter ;" avertissait une étude récente menée par 200 chercheurs et publiée à l'occasion de la COP28 Climat à Dubaï (Global Tipping Points, décembre 2023).

Serait-il possible d'en détecter les signaux les plus précoces ? Deux chercheurs de l'université technique de Munich (UTM) et du Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) en Allemagne ont développé une méthode, qu'ils ont ensuite appliquée à l'un des effondrements les plus brutaux et marquants du passé terrestre. . . : celui du "Sahara vert" (Physical Review X, 4 juin 2024).

"Nos résultats révèlent que la fin abrupte de la période humide africaine a probablement été provoquée par un affaiblissement de la stabilité du système, au fur et à mesure que la configuration orbitale de la Terre changeait, poussant progressivement le système vers un point de basculement", précise Andreas Morr, chercheur au PIK (communiqué).

Soleil, orage, pluie et végétation...

D'après les auteurs, ce sont en effet des points de basculement qui expliquent comment une modification très progressive de l'orbite terrestre, et donc du rayonnement solaire reçu par le continent africain à cette latitude, a pu déclencher il y a quelque 6 000 ans la désertification rapide d'un milieu autrefois humide et verdoyant, peuplé d'arbres comme celui de Ténéré. Le climat humide du Sahara était en effet régi par de puissantes "boucles de rétroaction". En langage commun, des cercles vicieux (ou vertueux).

Concrètement, la savane verte absorbait davantage le rayonnement solaire qu'un désert plus clair, alimentant par conséquent des "systèmes convectifs" – en d'autres termes, des orages. La pluie, à son tour, favorisait le développement de la végétation, etc...Or, ces boucles de rétroaction, ainsi que les "effets non linéaires", compliquent considérablement la tâche des prévisionnistes.

Le "bruit rouge" des médecins

Alors que les méthodes classiques supposent que les perturbations aléatoires agissant sur un système ne sont pas corrélées dans le temps, cette hypothèse n'est évidemment pas réaliste lorsqu'il s'agit d'un système climatique. Car elle suppose notamment que les conditions météorologiques observées un jour donné sont indépendantes de celles de la veille. Un peu comme un lancer de dé dont les faces indiquant "sec", "pluvieux", "chaud", "ensoleillé"...

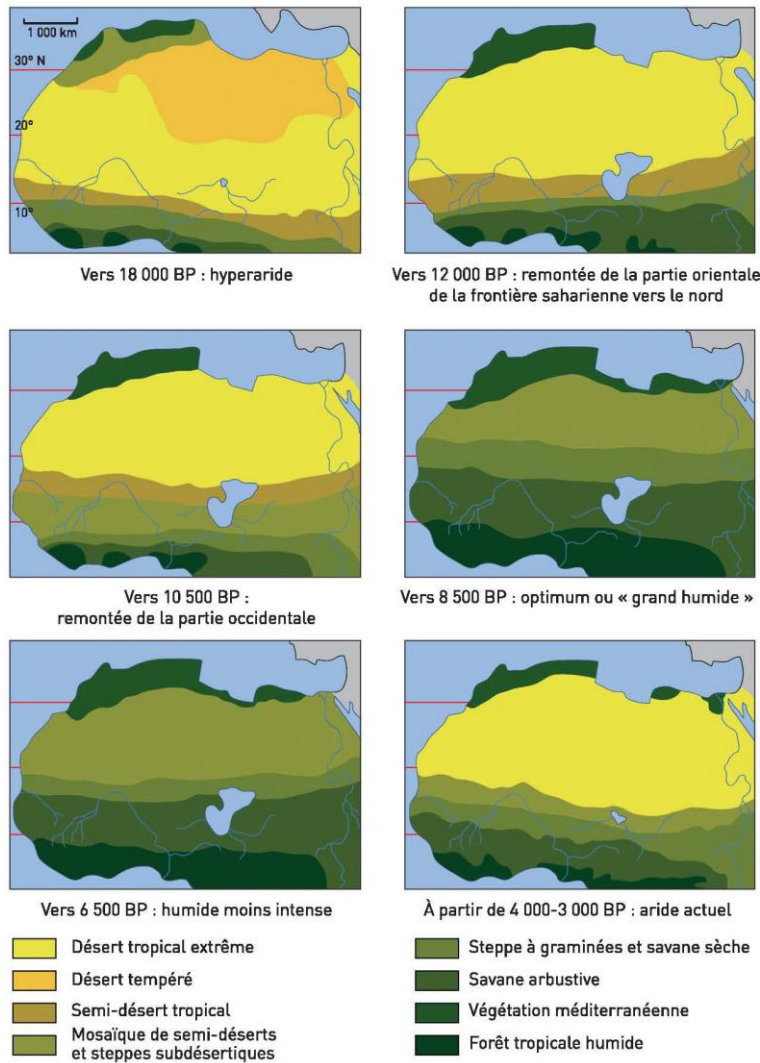
En réalité, le temps qu'il fera demain dépend de celui d'aujourd'hui. Un type de relation qui peut être représenté par ce que les médecins appellent "bruit rouge", ou "bruit brownien". Ainsi, pour éviter de passer à côté des signaux précoces, l'approche des chercheurs allemands repose sur des "estimateurs de la stabilité du système", conçus "spécifiquement pour des conditions climatiques plus réalistes".

"La méthode de détection avancée que nous avons mise au point renforce notre capacité à surveiller les points de basculement potentiels dans divers systèmes naturels et à y réagir", affirme Niklas Boers de l'UTM.

"Nos résultats entraînant que des événements de basculement climatique à grande échelle comme celui-ci peuvent en principe être anticipés, ce qui devrait permettre d'intervenir à temps."

Sur le même sujet, le lien vers l'article : " L'origine du Sahara vert, il y a 9000 ans", publié par Techno Sciences, Source : IRD

<https://www.techno-science.net/actualite/origine-sahara-vert-il-9000-ans-N20944.html>



Dans les forêts tropicales, des observatoires pour évaluer l'impact de l'exploitation du bois

Par P. Sist, A. Fayolle, C. Piponiot, G. Derroire et V. Gond,
La Conversation,
 26 juin 2024

Dès l'essor de la foresterie tropicale « moderne », à partir du milieu du XX^e siècle, les forestiers des tropiques ont expérimenté des pratiques sylvicoles nouvelles. L'enjeu : suivre la dynamique forestière afin de comprendre les effets de leurs pratiques sur les peuplements forestiers tropicaux.

Dès les années 1970, le Centre technique forestier tropical (CTFT) – désormais intégré dans différentes unités de recherche du Cirad – a établi d'ambitieux dispositifs de suivi des parcelles d'inventaires couvrant plusieurs dizaines d'hectares où tous les arbres de plus de 10 cm de diamètre à hauteur de poitrine sont repérés, identifiés et mesurés régulièrement.

Certains de ces systèmes de suivi sont encore actifs aujourd'hui, par exemple :

- dans la forêt de la Téné en Côte d'Ivoire, mise en place en 1976,
- à M'baïki en République centrafricaine en 1982,
- à Paracou en Guyane en 1984,
- dans l'Est Kalimantan en Indonésie (projet STREK) en 1989, à Malinau en Indonésie en 1999
- et enfin, en Amazonie au Brésil avec le projet Ecosilva en 2004.

Tous ont été mis en œuvre en partenariat avec les instituts de recherche forestière des pays concernés, qui ont assuré le suivi des parcelles dans le temps. En plus de ces dispositifs, d'autres instituts, comme l'EMBRAPA au Brésil ou le FRIM en Malaisie, ont eu la même idée.

Depuis, le réseau Tropical Managed Forest Observatory (TmFO) a été structuré pour fédérer tous les dispositifs de suivi de la dynamique forestière après exploitation installée en forêt tropicale . Il

réunit aujourd'hui 30 sites expérimentaux en Amazonie, en Afrique centrale et de l'Ouest et en Asie du Sud-Est (Malaisie, Indonésie), un collectif d'une cinquantaine de chercheurs et techniciens appartenant à 25 institutions de recherche et d'études. 'études. 'université.

La particularité de ces dispositifs est d'être les seuls au monde à suivre des forêts aménagées pour l'exploitation du bois d'œuvre, dans l'objectif d'avoir une vision régionale et globale de l'impact à long terme des pratiques sylvicoles. . , y compris de l'exploitation du bois.

L'importance de suivre les forêts aménagées

Les forêts aménagées, exploitées pour le bois d'œuvre, occupent une place importante dans l'économie de nombreux pays tropicaux. Elles sont créatrices de revenus et d'emplois, ainsi que de recettes pour l'État à travers la fiscalité des produits forestiers et les contrats de concession. Les forêts tropicales naturelles sont de loin les principales sources de bois d'œuvre, les plantations pour la production de bois d'œuvre étant encore très peu répandues en région tropicale.

Depuis plus de cinquante ans, ces forêts assurent donc la demande du marché qui ne cesse de croître. Comprendre leur capacité à reconstituer le stock de bois prélevé tout en conservant leur fonctionnalité et leurs principales caractéristiques écologiques est essentielle et ne peut se faire sans suivi à long terme de la dynamique forestière.

À l'origine, ces dispositifs ont surtout été conçus pour élaborer des pratiques sylvicoles aptes à stimuler la productivité du bois d'œuvre, sans trop d'égard pour les autres fonctions des forêts naturelles.

Néanmoins, au cours des dernières décennies, la perception du rôle des forêts a évolué, glissant d'une vision focalisée sur la production à une vision plus globale de conservation de la biodiversité et de fourniture de services écosystémiques.

La nécessité de trouver un équilibre entre la production, la conservation de la biodiversité et le fonctionnement de ces forêts s'est alors imposée.

Évaluer l'impact de l'exploitation du bois Dans un contexte de changement climatique, où les forêts jouent un rôle de puits de carbone essentiel, il est apparu urgent, dès les années 2000, de pouvoir estimer le temps nécessaire à une forêt ayant subi une exploitation sélective pour récupérer sa capacité à stocker le carbone.

Si ce n'était pas leur mais initial, ces dispositifs se sont avérés cruciaux pour étudier, par exemple, les stocks de carbone/biomasse. Des études rendues possibles par le suivi régulier de chaque arbre à partir d'un diamètre de 10 ou 20 cm, sur des surfaces allant jusqu'à des dizaines d'hectares et par la connaissance détaillée des pratiques d'exploitation ou sylvicoles, notamment l'intensité d'exploitation (exprimée en nombre d'arbres à l'hectare ou en volume de bois extrait) et son impact immédiat (dégâts d'exploitation). @Les données accumulées pendant plusieurs décennies ont ainsi permis d'évaluer de façon précise les capacités de reconstitution des forêts aménagées, la réponse des forêts à l'exploitation

en matière de volume de bois d'œuvre, de stock de carbone/biomasse et, dans une moindre mesure, l'impact sur la richesse et la composition de la biodiversité. @Pratiques sylvicoles et changement climatique@Ces données ont également aidé à développer des modèles de simulation et cela de façon d'autant plus valide que les données ont été réalisées sur le long terme. Ces modèles ont permis de constater que la plupart des règles d'aménagement préconisées par les législations forestières des pays tropicaux n'assurent pas une production durable de bois d'œuvre, et qu'il est urgent de revoir ces règles, notamment en allongeant la durée des cycles de rotation et en particulier de façon significative les intensités d'exploitation. @Ces résultats révèlent également que les forêts naturelles ne pourront pas, à elles seules, répondre à la demande croissante de bois de la part des marchés. Il faut développer rapidement d'autres sources de production de bois d'œuvre à travers la promotion d'une sylviculture tropicale plus diversifiée. Celle-ci ne doit pas se limiter aux forêts naturelles, mais au contraire chercher à valoriser les forêts dites dégradées, les forêts secondaires, les plantations pluri-spécifiques (composées de plusieurs essences d'arbre) et enfin les agroforêts. @Les dispositifs de suivi de la dynamique des forêts aménagées restent essentiels pour comprendre leur résilience aux pratiques sylvicoles dans un contexte de changement climatique, ce dernier créant des conditions environnementales variables et très différentes de celles existantes lors de l'installation de ces parcelles. @Il convient donc de pérenniser ces outils de suivi, ce qui exige le financement des campagnes de mesures ainsi que des investissements dans des instruments de mesure des conditions environnementales et climatiques. Par comparaison avec les dispositifs de suivi européens, ceux des régions tropicales sont encore très peu équipés.

Télédétection pour modéliser l'évolution des forêts

Pour modéliser dans l'espace à l'échelle régionale – voire continentale – ce qui est informé et mesuré au sein des sites expérimentaux, la télédétection devient indispensable. Elle permet d'avoir une représentation plus large des phénomènes analysés et de mieux évaluer les conséquences des changements environnementaux. @À cet égard, les sites comme ceux de TmFO permettent de mieux comprendre les signaux radiométriques des forêts exploitées et en cours de régénération, en donnant des points de calibrage et des zones de références indispensables pour relier le terrain aux images satellites ou de drones. Ils sont inclus dans un réseau de super-sites identifiés pour la calibration de nouveaux satellites dédiés au suivi de la biomasse et de la structure forestière.

Alors qu'un gros travail est actuellement entrepris pour caractériser les forêts dégradées à l'échelle de la planète, les informations obtenues sur le terrain sont indispensables pour communiquer physiquement avec ce qui se passe au sol avec ce qui est mesuré en altitude. Réunies, ces données permettent d'ajuster les modèles de croissance, de régénération et de stockage de carbone à des échelles beaucoup plus larges, au-delà des sites eux-mêmes.



Proportion de forêts intactes (vert foncé), de forêts dégradées (vert clair) et de non forêt (orange) par unité administrative d'après les données Tropical Moist Forest 2019. Dans la figure, les zones déboisées avant 2019 sont classées en non forêt. Crédit : OFAC

Formation des formateurs de la filière forestière au Congo

Source : ATIBT



L'ATIBT et le Réseau des Institutions de Formation Forestière et Environnementale de l'Afrique centrale (RIFFEAC) ont organisé du 24 au 29 juin 2024 à Brazzaville, un séminaire de Coaching technico pédagogique des formateurs en botanique forestière.

Plus de dix participants (dont une femme) venus des 4 pays cibles du projet (Cameroun, RDC, Gabon et Congo) ont retenu d'un accompagnement dans le processus de construction des modules de formation continue en botanique forestière, sur la base des besoins. . exprimés par les entreprises forestières.

Ce séminaire a été animé par deux experts mis à disposition par EGIS FORHOM et Oréade Brèche : Un expert en andragogie (NDLR : pratique de l'éducation des adultes) et ingénierie de formation et un expert en aménagement forestier, spécialiste en botanique forestière.

Ces derniers ont mis à la disposition des bénéficiaires des outils nécessaires à l'écriture des modules de formation de qualité, portant sur la botanique forestière.

Ce séminaire s'inscrit dans la continuité du projet ADEFAC (Appui au Développement de la Formation en Afrique Centrale) qui vise essentiellement à faire de la filière forêt/bois un secteur économique leader dans la gestion durable des forêts, la lutte contre le changement climatique et la valorisation de la ressource bois, en soutenant en particulier le développement des PME/PMI et de l'artisanat dans cette évolution.

L'objectif de ce séminaire était d'appuyer un groupe de formateurs en aménagement forestier, provenant des quatre pays cibles du projet ADEFAC, pour produire des modules de Formation Professionnelle Continue (FPC) portant sur la reconnaissance des essences (botanique forestière), lors des inventaires forestiers, des activités liées au reboisement et au suivi-évaluation de la ressource ligneuse.

L'ouverture des travaux de la session a été assurée par le Coordonnateur Régional du Réseau International des formations forestières et environnementale de l'Afrique de l'Ouest (RIFFEAC), Monsieur Félix KOUBOUNA, qui a précisé que le RIFFEAC contribue par la formation, la recherche et la communication à la gestion durable des forêts. Il a également rappelé aux participants que leurs présences à ce coaching technico-pédagogique les engagent sur une prochaine mise en œuvre de modules de formation pour les entreprises et que la botanique forestière, objet de ce coaching, constitue les fondamentaux de l'exploitation forestière automobile . elle s'appuie sur la connaissance de la forêt. Il a

enfin interpellé les formateurs sélectionnés à s'impliquer dans toutes les activités prévues pendant ce séminaire suivant une approche de co-construction impliquant une mutualisation des savoir-faire et des expériences professionnelles.

Sur le plan méthodologique, le travail réalisé au cours de ce coaching technico-pédagogique a porté sur les étapes suivantes :

- L'analyse des besoins en formation continue des entreprises forestières et le compte-rendu des enquêtes,

- L'élaboration du cahier des charges et de la fiche FC

- L'élaboration du scénario d'apprentissage

- L'élaboration de la fiche d'évaluation attachée au module

- L'élaboration de l'esquisse de la maquette modulaire (plan du support d'apprentissage)

En ce qui concerne les prochaines étapes, une feuille de route a été définie et validée par l'ensemble des parties réalisées et les Experts formateurs ont tenu à rappeler aux participants que le processus de coaching ne s'achèvera que lorsque ces derniers réussiront à animer. . . les modules de formation en entreprises.

Au sortir de la formation, les apprenants ont dit leur satisfaction pour la bonne qualité du contenu ainsi que du déroulé de la formation, reconnaissants d'avoir reçu des connaissances leurs utiles d'améliorer efficacement leurs performances professionnelles sur le terrain.

La clôture des travaux de ce séminaire a été assurée par le Représentant de l'ATIBIT, Monsieur Alain Bertin TIOTSOP, qui a d'abord demandé aux facilitateurs des sous-groupes de partager leurs ressentis à la suite de cet accompagnement en épinglant les acquis de l'atelier. Il a également encouragé les participants à continuer à travailler pendant l'après-atelier, en mentionnant la nécessité de produire des modules de formation certifiés par le GTT, qui seront déployés prochainement. Le responsable a souligné l'importance des anciens formateurs de demain et a remercié l'AFD (bailleur de fonds), les experts formateurs et les participants, et a offert aux participants la possibilité de continuer à solliciter les experts à travers lui.

Lien :

<https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/adejac-la-formation-continue-au-service-de-la-gestion-durable-des-forets>

Informations

sur les autres régions du monde

Dérèglement climatique : Quoi de bon dans l'assiette de la Méditerranée ?

Source : Par [Alexandre Vella, 20 Minutes](#) ,

7 juin 2024

Poisson-lapin, crabe bleu, poisson-ballon... Avec l'élévation des températures et à la faveur des transports maritimes, près de 1.000 nouvelles espèces se sont installées en mer Méditerranée ces dernières décennies. Pour le meilleur et pour le pire.

Avec une température médiane de 28,71 degrés de ses eaux de surface enregistrée le 24 juillet dernier, la mer Méditerranée établissait ce jour-là son nouveau record. Une formalité statistique pour cette région qui se réchauffe 20 % plus rapidement que le reste du monde et qui a concentré 86 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone durant la dernière décennie, d'après un rapport de Nations unies et une opportunité pour certaines espèces qui voient dans ses eaux devenues plus chaudes un nouveau terrain de jeu.

« On a dénombré 1.000 espèces nouvelles en Méditerranée, de tous les groupes : poissons, évidemment, mais aussi échinodermes [la famille des étoiles de mer], des mollusques, des algues et des crabes », confirme Christine Pergent, professeur émérite à l'université Pascal-Paoli de Corse et animatrice du réseau *Alien*, qui compile les observations d'espèces exotiques envahissantes en Méditerranée.

Une mer ouverte à toutes les fenêtres

Et les portes d'entrées sont multiples : Il y a l'entrée naturelle du détroit de Gibraltar par laquelle les espèces qui devaient venir en Méditerranée l'ont fait il y a longtemps. Il y a la plus récente ouverture du canal de Suez (en 1869) qui a lié les eaux de la Méditerranée et de la mer Rouge. Enfin, il y a les arrivées d'espèces permises « par des paramètres anthropiques. Transportées par les eaux des ballastes des navires, comme vraisemblablement pour le crabe bleu, ou débarquées par pur accident comme la *taxifolia*, une algue au départ australienne "échappée" des aquariums de Monaco ».

« Il faut différencier les espèces exotiques, qu'on appelle "alien", donc, car vraiment étrangères, arrivées sans qu'il n'y ait de continuité avec son aire géographique d'origine, des espèces comme le mérou ou le barracuda, d'abord cantonnés à la mer Rouge et au bassin méditerranéen oriental avant d'arriver sur nos côtes occidentales et qui ont simplement étendu leur aire initiale en trouvant des conditions plus favorables », précise la biologiste.

Bientôt le fugu de Marseille

Certaines espèces présentent de réelles opportunités économiques et gustatives, à l'image du crabe bleu qui, avec une taille honorable d'une quinzaine de centimètres, est venu combler « le manque » de grands crabes en Méditerranée, comme l'explique Christine Pergent. « Tout une filière économique s'est développée en Turquie autour de ce crabe originaire du sud du Canada et que certains restaurants corses mettent désormais à leur carte. » Mais à l'inverse d'autres posent problème : « Il y a le poisson-ballon, toxique comme le fugu, qui est donc difficile à cuisiner, le poisson-lion, également, qui ressemble à un chapon [rascasse rouge qui peut atteindre les 50 cm] et est extrêmement vorace et crée des déséquilibres. »

De nouvelles espèces difficiles à capturer

Dans ce grand chamboule-tout écologique, il peut aussi y avoir des matchs nuls. « On peut se dire par exemple que le poisson-flûte, originaire des régions tropicales ou subtropicales et qui joue le même rôle que le chapon, va le remplacer, mais avec quelles conséquences, puisqu'ils ne mangent pas les mêmes algues ? » Une interrogation qui se répète pour le poisson-lapin, venu du Pacifique, et qui concurrence la saupe méditerranéenne.

Une évolution de la biodiversité méditerranéenne qui n'a pas échappé à Gérard Carrodano, pêcheur et plongeur professionnel installé à La Ciotat, à deux pas de Marseille. S'il se réjouit du maintien et de la reproduction du barracuda ou du mérou dans nos eaux, « des espèces du haut de la chaîne alimentaire qui trouvent donc de quoi se nourrir – un bon indicateur », il observe que les filières de débouchés pour ces nouveaux poissons ne sont pas encore développées, en plus de la difficulté de les capturer.

« Pour pêcher le barracuda, poisson pourtant excellent, il faut des filets assez fragiles et très hauts sur l'eau, ce qui n'est pas possible chez nous avec tout le trafic maritime, surtout en été. Aussi, ils ne sont pas encore assez nombreux, et je peux en prendre 30 ou 40 kg un jour et rien le lendemain. Je ne peux donc pas alimenter une filière si on m'en demande », illustre le pêcheur qui regrette d'autres désagréments comme la multiplication des méduses ou la raréfaction des oursins et des poulpes.

« S'il faut sensibiliser les consommateurs pour qu'ils goûtent et apprécient ces nouvelles espèces, il y en a plein qui ne sont pas comestibles et qui n'ont pas de prédateurs naturels. Le problème est que nous n'avons pas vraiment de solution pour lutter contre elles en dehors des actions de prévention comme la pose de filtre sur les ballastes, ou le déballastage des navires avant qu'ils n'entrent dans une nouvelle zone », revient Christine Pergent. Mais avec l'intensification des échanges commerciaux – 30 % du commerce mondial de conteneurs passe par le canal de Suez – et du dérèglement climatique, « nous allons continuer à favoriser les espèces de mer Rouge et d'Atlantique sud. C'est pour ça qu'on parle d'une tropicalisation de la nouvelle zone », revient Christine Pergent.

Mais avec l'intensification des échanges commerciaux – 30 % du commerce mondial de conteneurs passe par le canal de Suez – et du dérèglement climatique, « nous allons continuer à favoriser les espèces de mer Rouge et d'Atlantique sud. C'est pour ça qu'on parle d'une tropicalisation de la Méditerranée », conclut la chercheuse.

Bois tropicaux africains aux Etats-Unis

Source : [ATIBT](#)

Cet article explore le potentiel des bois tropicaux africains sur le marché américain.

Il commence par une analyse des tendances actuelles du marché des bois tropicaux, en s'appuyant sur des données de la FAO et de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT).

L'article met ensuite en lumière les principales essences tropicales importées aux États-Unis, comme l'acajou africain, le sapelli, le sipo, l'aniégéré, l'iroko, l'afrormosia, l'azobé et le cèdre de plantation. Certaines caractéristiques techniques de ces bois sont présentées.

Quatre catégories d'essences sont identifiées (lourdes, mi-lourdes, légères, esthétiques), chacune possédant des propriétés susceptibles d'intéresser le marché américain. Les LKTS (Lesser Known Timber Species , en français : essences de bois d'œuvre les moins connues) sont également abordées.

Ce document met l'accent sur les principales essences et catégories de bois qui pourraient susciter l'intérêt des consommateurs américains, tout en soulignant la diversité et la disponibilité des bois certifiés d'Afrique.

Lien vers l'article :

<https://www.atibt.org/fr/news/13512/les-bois-tropicaux-africains-une-opportunite-prometteuse-pour-le-marche-americain>

Informations sur la zone européenne

**La Côte d'Ivoire et l'Union Européenne (UE)
signent en 2024 l'accord de partenariat volontaire (APV)
pour sauvegarder les forêts et lutter contre l'exploitation forestière illégale.
Source : Union Européenne**

Les accords de partenariat volontaire (APV) relatifs à l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT) sont des accords commerciaux juridiquement contraignants entre l'UE et les pays exportateurs de bois en dehors de l'UE.

Dans le cadre de l'APV, la Côte d'Ivoire s'engage à développer un système de garantie de la légalité du bois afin de pouvoir délivrer des produits du bois légaux, vérifiés par des autorisations FLEGT. Une autorisation FLEGT est une autorisation d'exportation délivrée par un pays partenaire de l'APV pour le bois ou les produits du bois destinés au marché de l'UE. Le bois et les produits dérivés couverts par des autorisations FLEGT valides répondent automatiquement aux exigences du règlement de l'UE sur le bois, qui interdit la mise sur le marché de l'UE de bois illégalement et de produits dérivés de ce bois.

En plus de promouvoir le commerce de bois légal, l'APV s'attaque aux causes de l'illégalité en améliorant la gouvernance forestière et l'application de la loi. L'une des principales forces de l'APV est leur capacité à regarder au-delà du commerce pour prendre en compte les questions de développement et d'environnement. Pour l'UE, l'APV contribue à la réalisation des objectifs du plan d'action FLEGT de l'UE. La Côte d'Ivoire est le dixième pays à signer un accord de partenariat volontaire avec l'UE pour améliorer la gouvernance forestière et lutter contre le commerce illégal du bois. Deux de ses pays voisins, le Ghana et le Libéria, ont également conclu un APV avec l'UE.

Lien :

https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/global-gateway-cote-divoire-and-eu-unite-safeguard-forests-and-combat-illegal-logging-2024-02-19_fr

Sociétés

Le maître et l'animal

Par Camille Chamois, La vie des idées

(Collège de France),

5 juin 2024

Les sociétés amazoniennes ont longtemps été considérées comme des sociétés égalitaires aux relations symétriques. Carlos Fausto montre que les relations asymétriques du type maître-animal apprivoisé sont pourtant au cœur de la théorie politique locale.

L'Amazonie a toujours été plus qu'un simple secteur local de l'ethnologie : du structuralisme de Claude Lévi-Strauss à l'animisme de Philippe Descola, en passant par l'anarchisme de Pierre Clastres et le perspectivisme d'Eduardo Viveiros de Castro, la région a fourni à l'anthropologie une partie considérable de ses méta-modèles théoriques. Et si on ajoute que, depuis Montaigne et Jean de Léry, c'est toute la représentation occidentale des « sauvages » (dans leur différence avec les « barbares » et les « civilisé-es ») qui est conditionnée par notre représentation des sociétés amérindiennes, on comprend également que les ouvrages qui transforment notre connaissance de la région, si techniques soient-ils, doivent être lus avec une attention particulière.

C'est le cas pour *Le jaguar apprivoisé*, de Carlos Fausto : professeur d'anthropologie au Musée national de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, Fausto a mené à la fin des années 1980 des enquêtes ethnographiques sur les Parakanã, un groupe de langue tupi du sud-est de l'Amazonie, et sur les Kuikuro, dans le Haut Xingu, depuis les années 2000. *Le jaguar apprivoisé* est un recueil de six articles, regroupés en deux parties : la première (« Sur la trace des jaguars », p. 33-158) définit l'apprivoisement comme le schème relationnel fondamental des sociétés amazoniennes ; la seconde (« Plus ça change... », p. 159-262) retrace les processus de transformation subis par ces sociétés au contact des non-Amérindiens – jusqu'aux projets cinématographiques des membres du Collectif Kuikuro de Cinéma....

[lien vers l'article complet :](https://laviedesidees.fr/Le-maitre-et-l-animal)

<https://laviedesidees.fr/Le-maitre-et-l-animal>

Partenaires

essais

Exploiter durablement les forêts tropicales

Plinio Sist



Le Cirad

Plinio Sist, directeur de recherche de
l'Unité Forêts et Sociétés, publie un nouvel
ouvrage :

"J'ai le plaisir de vous annoncer la parution aux
éditions QUAÉ de l'essai intitulé : "Exploiter
durablement les forêts tropicales" dont je suis
l'auteur. Cet essai est disponible en version
papier et **en version pdf téléchargeable
gratuitement sur le site QUAÉ :**

[https://www.quae-
open.com/produit/268/9782759239320/exploiter-
durablement-les-forets-tropicales](https://www.quae-open.com/produit/268/9782759239320/exploiter-durablement-les-forets-tropicales)

Cet ouvrage destiné à un large public vise à
présenter de façon objective, factuelle et
accessible aux personnes non spécialistes des
forêts tropicales les connaissances scientifiques
des effets environnementaux de l'exploitation de
bois d'œuvre. Il révèle les voies possibles pour
que cette exploitation devienne un outil de
conservation des forêts tropicales véritablement
humides."



Vue sur les forêts près du village de Honitetu. Régence de West Seram, Moluques, Indonésie.

|Photo de Aris Sanjaya/CIFOR-ICRAF

Suivi de la quantité de carbone stockée par les forêts de la Terre

Des idées d'action de la part de scientifiques qui ont suivi le puits de carbone forestier mondial pendant trois décennies

Auteur : Monica Evans / CIFOR-ICRAF / article FORESTNEWS du Jeudi 18 juillet 2024

Cet article publié sur le site du CIFOR-ICRAF fait le retour du suivi par un groupe de chercheurs internationaux du stockage de carbone par les forêts depuis 3 décennies.

Lien vers l'article de Forestnews/Cifor :

<https://forestsnews.cifor.org/88778/revealed-how-much-carbon-earths-forests-stash-and-whats-happening-to-it?>



IUFRO

Le 26e Congrès mondial de l'IUFRO s'est terminé fin juin. Il s'agit du plus grand congrès mondial jamais organisé avec 4 300 délégués, 3 500 présentations et plus de 70 innovations présentées. La quête d'un avenir durable et des forêts continue. Des diffusions en direct et des interviews sélectionnées sont disponibles jusqu'au 27e Congrès mondial de l'IUFRO au Kenya en 2029.

Les résultats du 26e Congrès mondial de l'IUFRO sont essentiellement résumés dans la Déclaration du Congrès de Stockholm téléchargeables sur le **lien ci -après :**

<https://www.iufro.org/news/article/2024/06/28/the-stockholm-congress-statement-forests-and-society-towards-2050/>

Infos AFT



Pour rappel : le nouveau site AFT est ouvert

<https://assofortrop.fr/>

N'hésitez pas à :

- nous renvoyons vos remarques, suggestions pour améliorer ce site
- diffuser à vos contacts cette Lettre d'informations forestières

Nota Bene :

Les numéros des Informations forestières de l'AFT sont archivées et accessibles sur notre site à l'adresse ci-après :

<https://assofortrop.fr/actualites/#infos-aft>

Association des Forestiers Tropicaux et d'Afrique du Nord (AFT)

s/c Bernard Mallet, 10, le Félibre, 34980, Montferrier-sur-Lez France

www.assofortrop.fr

contact@assofortrop.fr

Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}

[Afficher dans le navigateur](#) | [Se désinscrire](#)

